

Paris, le 19 mai 1994

Le Conseiller à la Présidence

NOTE

à l'attention de Monsieur le
Président de la République

S/C de Monsieur le Secrétaire Général

*Je pense qu'une réponse de votre
part ne se justifie pas, ou plus.
H Vedrine*

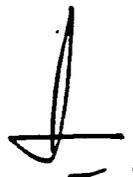
Objet : Rwanda - entretien avec le Président de Médecins sans frontières

J'ai reçu aujourd'hui le docteur Biberson, président de Médecins Sans Frontières (MSF) accompagné du docteur BRADOL de retour du Rwanda. Ce dernier a été reçu par Patrick Poivre d'Arvor sur TF1 le 16 mai et, dans les mêmes termes que dans la lettre ouverte qui vous a été adressée, a accusé la France d'avoir une "responsabilité écrasante" dans la tragédie rwandaise.

Je leur ai longuement expliqué la politique française au Rwanda depuis 1990 et les efforts déployés pour que le pays ne sombre pas dans la folie meurtrière actuelle, soulignant ainsi le caractère profondément injuste des accusations portées contre les autorités françaises.

Ils ont reconnu le rôle positif joué par la France de 1990 à 1994 et ont semblé partager, du moins en partie, notre analyse sur les responsabilités des uns et des autres, notamment du FPR, dans ce drame. Mais sous le choc des massacres, et plus particulièrement de celui d'une centaine de Rwandais travaillant pour MSF, ils attendaient du gouvernement français des condamnations claires et répétées des exactions des milices hutues et de l'armée gouvernementale. Ils ne les ont pas, disent-ils, entendues et c'est ce qui les a indignés..

Enfin, les dirigeants de MSF se montrent tout aussi critiques envers la "communauté internationale, jugée indifférente à l'horreur rwandaise, et plus particulièrement envers les Nations Unies qui ont retiré la MINUAR (2 500 hommes) au moment où sa présence était absolument nécessaire.



Bruno DELAYE